

Rallye Dakar annulé, attaques terroristes contre des touristes français, puis contre une caserne militaire...

Le spectre de l'extrémisme menace cette jeune démocratie.

par Julie Vandal, envoyée spéciale



MAURITANIE

LA RÉPUBLIQUE

ÉBRANLÉE

Nouakchott. Huit cent mille habitants et des bâtisses qui semblent lutter contre l'avancée du désert. Le jour, la capitale mauritanienne a des airs de bourgade paisible. À la tombée de la nuit, elle prend des allures de ville fantôme. Les rares passants qui arpentent les artères ensablées s'engouffrent à la hâte dans de grosses Mercedes faisant office de taxis collectifs. Pour l'animation, c'est dans les snacks libanais que ça se passe. Au menu : Coca *made in* Maroc et *chawarma*, le tout assaisonné par la chaîne de télévision Al-Jazira. Quelques clients y jettent un œil, mais les pensées sont ailleurs : l'actualité mauritanienne est bien plus chargée... L'assassinat de quatre touristes français, le 24 décembre dernier, dans la ville d'Aleg, au sud-est du pays, lors d'une attaque attribuée à des membres de la Branche d'al-Qaïda au Maghreb islamique (BAQMI, l'ex-Groupe salafiste pour la prédication et le combat, le GSPC algérien) a marqué les esprits. « On ne s'attendait pas à ça chez nous. Ça a surpris tout le monde, et c'est un coup dur », se désole Mohamed, drapé dans sa grande djellaba bleu azur. « Nous, nous sommes tolérants, nous ne sommes pas des terroristes. » Une autre attaque, moins médiatisée, contre une caserne dans le nord du pays, a suivi. Puis tout s'est enchaîné. Écoutes téléphoniques des services secrets français. Communiqué d'al-Qaïda visant le rallye Lisbonne-Dakar. D'après les autorités françaises, la course, dont huit des quinze étapes passaient par la Mauritanie, était menacée. Elle a donc été annulée. Émotion, incompréhension, inquiétude. Personne, ici, n'admet que des enfants du pays aient pu commettre de tels actes. Les autorités, les partis politiques et la société civile

Aleg, mars 2007.
Le pays vit au rythme
de la campagne pour
la présidentielle.
Neuf mois plus tard,
des touristes
sont assassinés
dans la région.

STÉPHANE LAGOUTTE



MOUSSA BALDE/EPAYCORRIS

Mohamed Ould Chabarnou et Sidi Ould Sidina, les assassins présumés des touristes français, ont été arrêtés à Bissau, le 11 janvier.



STÉPHANE LAGOUTTE



PHOTOPOR/RICHARD MOUILAUD/MAXPPP

L'enterrement des victimes, en France, le 8 janvier.

ont unanimement condamné ces meurtres, mais l'affaire a réveillé de vieux démons. Car, en Mauritanie, cette manifestation du terrorisme n'est pas une première. En juin 2005, une attaque contre la caserne de Lemgheity (Nord) avait fait quinze morts côté militaire. Dans un film de propagande de l'ex-GSPC, visible sur un site Internet, on distingue les assaillants, parmi lesquels cinq Mauritaniens enturbannés. À l'époque, le président Maouya Ould Taya, qui tenait le pays d'une main de fer depuis deux décennies, multipliait les fermetures d'associations, les harcèlements et les arrestations arbitraires, sous couvert de « menaces terroristes ». Plus

d'une quarantaine d'islamistes et de présumés salafistes-djihadistes croupissaient alors en prison sans jugement. Depuis l'élection démocratique du président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, en mars 2007, la politique est tout autre. Au nom de la réconciliation nationale, les geôles ont été ouvertes, sous l'acclamation de la population et avec l'assentiment de la communauté internationale.

Parmi ces prisonniers libérés figuraient l'un des futurs meurtriers présumés des quatre touristes français, Sidi Ould Sidina (20 ans) et le « cerveau de l'attaque », Abou Saïd. Au cours d'un procès retentissant, l'été dernier, ils avaient écopé

d'une peine de prison légère, avec sursis. Malgré leur appartenance avérée à la mouvance islamique radicale (Abou Saïd était recruteur pour le compte de l'ex-GSPC), la justice estimait n'avoir pas suffisamment de preuves pour les condamner. « La solution sécuritaire n'avait rien donné, explique Mohamed Ould Khattatt, rédacteur en chef adjoint du quotidien *Nouakchott Info*, le gouvernement pensait qu'en épongeant le passé, cela permettrait au pays de trouver la paix. »

Aujourd'hui, les critiques pleuvent sur cette politique d'ouverture. Un chauffeur de taxi s'indigne : « Ils ont été trop laxistes. Quitte à les libérer, il fallait au moins les surveiller ! » Un parti politique islamiste a légalement été créé, en août dernier, et cela ne fait pas non plus l'unanimité. « Cette décision est une erreur », confie un ancien ministre du régime de Maaouya Ould Taya. « Nous sommes passés d'un extrême à l'autre en très peu de temps. Je crains que la reconnaissance de ce parti serve de manteau pour camoufler des forces islamistes radicales. Est-ce que la branche politique ne favorise pas les intérêts de la branche armée ? » Cette question dérange. Dans les milieux intellectuels, on affirme la modération de ces « frères musulmans »



Le président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi a été élu, en mars 2007. Au nom de la réconciliation nationale, il a libéré des dizaines d'islamistes.

qui ont toujours cherché à entrer dans le jeu politique officiel. Jemil Ould Mansour, le président du parti islamique Tawassoul (acronyme arabe du Rassemblement national pour la réforme et le développement, RNRD), nie en bloc ces allégations et précise : « Nous n'avons rien à voir avec l'acte d'Aleg. Nous l'avons condamné. Nous sommes un parti démocratique, avec un référentiel islamiste. Et c'est justement notre existence en tant que parti qui peut nous permettre de lutter contre toute forme d'extrémisme. »

À bien des égards, la Mauritanie fait figure de monde à part. Paradoxalement disent les uns, complexe disent les autres. À mi-chemin entre le dromadaire et le 4x4, entre la tente et la maison en dur, cette République islamique consolide sa démocratie. Les Mauritanais tiennent à le souligner, c'est un fait rare dans la région ! Au quotidien, le pays vit sous une double influence : arabe et africaine. On parle tantôt hassaniya, tantôt français. Et si la charia est inscrite dans la Constitution, elle ne s'applique que de façon modérée. Ici, l'islam est sunnite, ouvert et tolérant. Côté pile, donc : des rues qui se vident littéralement lors de la prière du vendredi.

Côté face : passé 18 heures, il n'est pas rare de voir quelques musulmans savourer un verre de bière, en cachette, à l'arrière des snacks et autres restaurants...

Sauf que les choses seraient en train de changer... Insidieusement, doucement, mais inéluctablement. À l'heure de la mondialisation, les paraboles, accolées à toutes les façades des maisons, diffusent leur lot de références. La plupart du temps, les foyers sont branchés sur les chaînes arabes. Séries brésiliennes pour ces dames, et

parti islamiste n'a, certes, récolté que 10 % des suffrages, lors des dernières élections législatives et municipales, mais les sympathisants de cette mouvance seraient de plus en plus nombreux. « Il y a un regain de religiosité, concède un haut cadre de l'administration. Il y a vingt ans, pendant le ramadan, peu de personnes jeûnaient. Aujourd'hui, tout le monde le fait, sinon c'est très mal vu. » Les raisons de cette transformation ? « Les influences extérieures, poursuit-il, en particulier celle

À NOUAKCHOTT, ON EST PASSÉ DE CINQUANTE-HUIT MOSQUÉES EN 1989 À PLUS DE NEUF CENTS AUJOURD'HUI.

débats sur le sens du djihad et le parcours de Ben Laden, pour ces messieurs. Des discours à forte connotation religieuse, qui ne laissent personne indifférent. Les islamistes font, eux, régulièrement campagne sur l'Internet ou dans les quartiers, dénonçant le « laxisme » de la société. En 2006, prétextant que le concours de Miss Mauritanie « était incompatible avec les mœurs du pays et contraire à la charia », ces mêmes islamistes avaient fait pression sur le gouvernement pour annuler la cérémonie. Ils ont obtenu gain de cause et, depuis, le concours n'a pas été rétabli. Le

des Saoudiens qui viennent construire des mosquées et appuient la formation pour les *dâwaas* (les prêches, ndlr). On a laissé cela se développer sans s'en rendre compte. Ni l'État ni la société. » Le secteur caritatif est, en effet, largement financé par les pays du Golfe, mais ces flux économiques ne sont pas contrôlés par l'État. Difficile donc de savoir comment l'argent est utilisé... Une chose est certaine, les mosquées ont poussé comme des champignons dans la capitale. En 1989, Nouakchott en comptait cinquante-huit. En 2002, il y en avait plus de neuf cents. Dernièrement, une mosquée

a même été construite dans l'enceinte de la présidence. Il y a quelques semaines, le chef de l'État a également rétabli le vendredi (jour de prière) et le samedi comme jours de week-end. D'après Yahya Ould Al-Bara, anthropologue à l'université de Nouakchott, ce regain de religiosité trouve sa source dans « l'urbanisation et la dégradation du niveau de vie des populations. Les jeunes chôment, ils ont perdu leurs repères. La religion devient alors un refuge. Et cela les rend d'autant plus sensibles aux idées extrémistes ». Pour prendre la mesure de ce glissement chez les jeunes, direction le marché central de la capitale. Aux abords de la mosquée de Chourafa, c'est tout juste si l'on distingue quelques femmes plus voilées que d'autres ou des mentons broussailleux emmaillottés sous de grands chèches blancs. « C'est une mosquée rouge, comme celle d'Islamabad, au Pakistan », plaisante à moitié un connaisseur des dossiers de l'ex-GSPC algérien. « Je préfère vous prévenir, ça va être très dur de voir l'imam. » Celui-

ci déclinera effectivement la demande d'entretien. Le vice-imam, Ahmed Ould Sabar, lui, accepte, à l'abri des regards, dans une voiture garée derrière la *mahadra* (école coranique) où il enseigne. La tête toujours baissée, caressant machinalement sa petite barbe en pointe, il répond aux questions avec attention. « Il y a des jeunes qui tiennent des discours radicaux, et ça c'est tous les jours, je ne peux pas le nier. C'est une manière d'exprimer leur tristesse. Vous savez, avec ces guerres, comme en Irak, et les informations qui diffusent des messages qui nuisent à l'image des musulmans, c'est très facile d'adopter des positions radicales. Ils sont fougueux et ne maîtrisent pas vraiment la connaissance de l'islam. C'est notre mission de les recadrer. » Partage-t-il également ce sentiment de persécution, lui, jeune homme de 30 ans ? « Pour être honnête, dit-il, tous les musulmans ressentent cette injustice, mais de là à passer à l'acte, non. »

Dans une étude menée sur les mosquées de Nouakchott, le professeur Yahya

Ould Al-Bara avait recensé dix-sept lieux de prières tenus par des salafistes-djihadistes. C'était en 2002. Combien y en a-t-il aujourd'hui ? Impossible à savoir. L'anthropologue pense que leur influence est en recul, mais, d'après plusieurs sources, l'ex-GSPC algérien parviendrait pourtant à recruter des partisans mauritaniens, en menant un travail de fourmi. Et ce, depuis environ cinq ans. Trente ou quarante jeunes auraient déjà séjourné dans des camps d'entraînement situés dans le Sahara. Selon des spécialistes, ces extrémistes seraient devenus plus actifs, avec le sentiment de liberté que procure la démocratisation du pays. La presse nationale se fait d'ailleurs régulièrement l'écho de quelques affaires non élucidées qui impliquaient de présumés activistes djihadistes. Braquage du port autonome de Nouakchott, arrestation de jeunes dans une affaire d'achats d'explosifs, rafles dans une mosquée à Dar Naïm, un quartier de la ville... D'après plusieurs sources, des groupes effectuant des repérages auraient également été arrê-

Alain Antil

« Des Mauritaniens auraient séjourné dans le maquis algérien »

Ce chercheur associé à l'Institut français de relations internationales (Ifri) étudie les questions politiques, sociales et de sécurité dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, plus précisément en Mauritanie. Il enseigne à l'université de Rouen et à l'Institut d'études politiques de Lille.

AM : Comment comprendre les deux attaques qui ont frappé la Mauritanie en décembre ?

ALAIN ANTIL : Contrairement à ce qu'il pouvait sembler dans un premier temps, il y a eu un crime, prémédité et organisé, contre les touristes français. Avec des assassins qui les auraient suivis depuis Nouakchott, et des complices – voire un commanditaire, cet Abou Saïd, de son vrai nom Moustaha Ould Abdelkader – qui ont aidés les meurtriers à s'enfuir. C'est un islamiste qui avait été condamné avec sursis, en juillet 2007. On l'avait accusé d'avoir participé à l'agression de la caserne militaire de Lemgheity en 2005, mais sans jamais pouvoir le prouver. Apparemment, il aurait hébergé les auteurs de l'attaque contre les touristes et organisé leur fuite au Sénégal. Contrairement à l'action qui a ciblé des militaires, celle qui a visé les Français n'a pas été revendiquée dans un communiqué. Les Mauritaniens ont peut-être voulu montrer qu'ils étaient capables d'organiser une opération indépendante des Algériens de l'ex-Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), mais c'est juste une hypothèse. Ce que l'on sait, c'est que depuis 2005, il y a eu plusieurs vagues d'arrestations dans les milieux radicaux mauritaniens. Contrairement à l'époque de Maaouya Ould Taya (1984-2005), certai-



VINCENT FOURNIER/JA

nes personnes interpellées ces deux dernières années ont réellement un parcours inquiétant. Elles auraient séjourné dans le maquis algérien. Avant 2005, les arrestations avaient surtout une motivation politique. Elles avaient lieu lorsque Ould Taya avait besoin de se rapprocher des États-Unis, pour montrer qu'il était en première ligne contre le terrorisme. Il suffisait d'être présent dans une mosquée, où des prêches un peu durs étaient prononcés, pour être soupçonné d'appartenir aux milieux djihadistes internationaux.

Une partie de l'intelligentsia locale avait estimé, en 2005, que le président mauritanien avait mis en cause le GSPC dans l'attaque de Lemgheity, pour justifier un durcissement

tés en novembre 2006. Ils cherchaient à ravitailler le djihad en « argent frais », et prévu de kidnapper des otages. Et puis, il y a eu le meurtre des touristes français et l'attaque de la caserne, dans des circonstances encore floues. Simple coïncidence ou avertissement d'al-Qaïda ? Les zones d'ombre subsistent. Lors de leur arrestation, en Guinée-Bissau, le 11 janvier dernier, deux des meurtriers présumés des Français (sur les trois identifiés) ont déclaré n'avoir « aucun remord » d'avoir tué « des infidèles, des alliés des Américains ». Reste à savoir si leurs agissements s'inscrivaient dans un plan global, commandité par des cellules organisées, ou relevaient de l'initiative personnelle. En attendant les conclusions de l'enquête judiciaire, on garantit ici que l'extrémisme djihadiste demeure très marginal. Et si le fonctionnement tribal traditionnel de la société mauritanienne est quelque peu mis à mal par la pression de discours plus fondamentalistes, les garde-fous aux dérives subsistent. Pas question donc de

« CES JEUNES RADICAUX S'APPARENTENT PLUS À DES BANDITS DE GRAND CHEMIN QU'À DES ADEPTES DE LA GUERRE SAINTE. »

faire de confusions. « Il y a, d'un côté, une population qui est plus religieuse, c'est un fait, et de l'autre, quelques éléments radicaux adeptes de la guerre sainte, indique un intellectuel. Ces jeunes extrémistes s'apparentent plus à des bandits de grand chemin. Bien sûr, ils sont dangereux, mais je ne crois pas qu'ils soient aussi puissants que les annonces du gouvernement français ont bien voulu le faire penser. Le meurtre d'Aleg n'a pas brillé par son professionnalisme, nous n'en sommes pas à la détermination des kamikazes algériens. Ne laissons pas la psychose s'installer. » Pas de doute, l'actualité de ces dernières semaines a terriblement affecté l'image du pays. À la mi-janvier, un millier de personnes ont marché à l'appel de la plupart des partis politiques, sous des banderoles « Tous unis contre le

terrorisme et la criminalité ». Depuis, les ministres multiplient les sorties pour rassurer les touristes, alors que le président martèle que cette terre restera un havre de paix. Loin des discours politiques, la vie, elle, suit son cours. Derrière les portes d'une *mahadra* du centre-ville, plusieurs dizaines d'élèves, en tenue blanche, assis sur de grands tapis, psalmodient inlassablement des versets du coran. Les touristes n'ont pas totalement délaissé le pays. Dans un restaurant, des routards racontent avec enthousiasme leur périple dans le désert, alors qu'à quelques encablures de là, les vendeurs de souvenirs font un peu grise mine. Devant les boutiques, on boit le thé, on passe le temps et on s'interroge. « Maintenant, il va falloir qu'ils nous disent comment ils vont régler cette histoire de menace terroriste... » □

de la répression contre ses opposants. Qu'en est-il aujourd'hui ?

L'attaque a été revendiquée par le GSPC, je crois qu'il n'y a plus trop de doutes quant à la participation de l'un de ses commandos, dans lequel se trouvaient apparemment des Mauritanien. Notons aussi qu'Ould Taya n'a pas « profité » de cette affaire, car un putsch l'a renversé deux mois plus tard.

Quel est le profil des éléments sahéliens de la Branche d'al-Qaïda au Maghreb islamique (Baqmi, ex-GSPC), et quelle est leur capacité de nuisance contre leurs propres pays ?

C'est une question très délicate, car il n'y a pas de sources sûres dans ce domaine, seulement de vagues estimations. Ce que l'on sait, c'est que la branche saharienne de l'ex-GSPC compterait une centaine d'hommes (selon les journalistes algériens, qui sont les meilleurs connaisseurs). Une majorité serait des Algériens, les autres des Mauritanien et, plus largement, des Sahéliens. Intégrés à une structure « algérienne », les combattants sahéliens ne fixent donc sûrement pas les objectifs ni les agendas. Le groupe est apparemment très mobile, très bien équipé (land cruiser, téléphones satellites) et lourdement armé. Paradoxalement, ces hommes se livrent à des trafics pour se financer (drogues, cigarettes...), et, d'une certaine manière, cette activité a besoin de discrétion, alors que leur objectif politico-idéologique a besoin de faits d'armes et de médiatisation. Cela pourrait être un élément d'auto-limitation du futur « terrorisme sahélo-saharien ».

Comment les Occidentaux ont-ils accueilli l'acquiescement de la quasi-totalité des présumés djihadistes jugés cet été ?

Certaines chancelleries, occidentales et nord-africaines, ont, officieusement, pensé que les autorités baissaient les bras face au terrorisme. On disait également que le nouveau président, Sidi Ould Cheikh Abdallahi, était un homme très pieux, voire qu'il avait une

certaine complaisance envers les islamistes ; non pas les extrémistes, mais les « islamistes politiques ». En revanche, côté mauritanien, la presse a salué les décisions et souligné que la justice avait fait son travail, car elle ne disposait pas de preuves. Ce jugement était plutôt le signe d'une justice en bonne santé.

Quelle est la situation de l'opposition politique islamiste ?

La grande nouveauté est que les islamistes politiques ont pignon sur rue. Ould Taya s'est servi d'eux. Durant certaines périodes, il les a laissés, par exemple, investir le champ de l'éducation ou tenir des prêches très radicaux dans certaines mosquées. Puis à d'autres, quand cela lui était utile politiquement, il effectuait des rafles... C'est sous son régime que les islamistes, par ailleurs très divisés en de multiples « chapelles », ont réussi à s'unir politiquement. L'ex-président mauritanien a obtenu le contraire de ce qu'il souhaitait, car les islamistes sont apparus comme les seuls qui s'opposaient encore à lui courageusement. Après le coup d'État qui l'a renversé, la junte militaire n'a pas voulu que les islamistes forment un parti, mais elle les a laissés s'organiser en « mouvance ». Ils pouvaient se présenter, lors des élections, sous une étiquette indépendante. Depuis cet été, une vague de reconnaissance d'une vingtaine de partis a eu lieu, dont un islamiste. Le climat s'est adouci pour ces opposants qui, de leur côté, critiquent le pouvoir avec de moins en moins de force. Certains les trouvent trop conciliants avec le régime. Quelques imams ou prédicateurs vont même jusqu'à les condamner pour cela. Par ailleurs, des élections législatives et présidentielles transparentes ont eu lieu et il n'y a pas eu de raz-de-marée islamiste. Ils n'ont décroché que quelques sièges de députés et de conseillers municipaux. Je crois que la stratégie du pouvoir a été payante. □

Propos recueillis par Saïd Ai't-Hatrit